



## Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

## **Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Clôture de l'exercice 2022 - Convention entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant n°1 - Autorisation de signature**

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'Etat pour une durée de 6 ans (2022-2027), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés. A ce titre, elle a signé, le 17 juin 2022, une convention de délégation de compétence avec l'Etat, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé.

La convention relative à la production des logements sociaux publics prévoit qu'un avenant dit « *de fin de gestion* », à intervenir en fin d'année, précise les dotations de crédits effectivement allouées à Montpellier Méditerranée Métropole, et le cas échéant, les dotations complémentaires accordées au regard des évolutions de la programmation des logements réellement à financer. Cet avenant conditionne la mise en place par l'Etat du reliquat d'autorisations d'engagement déléguées à Montpellier Méditerranée Métropole.

Le prévisionnel des logements sociaux à financer, qui était fixé à 1994 logements début 2022, s'établit au terme de l'exercice à 1809 unités, auxquels il convient d'ajouter en vis-à-vis les 125 logements sociaux financés ou à financer cette même année par l'Agence Nationale du Renouvellement Urbain (ANRU) dans le cadre du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain du quartier Mosson à Montpellier. Pour rappel, le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 prévoit la réalisation de 1875 logements locatifs sociaux en moyenne lissée par an pour satisfaire autant que possible aux besoins recensés.

S'agissant du bilan prévisionnel des logements à financer en PLUS et PLAI, constituant la priorité de la Métropole, il s'établit à 1 283 logements. La part des PLAI mobilisés afin de financer des structures collectives dédiées aux personnes en difficulté est de 104 unités, représentant 124 places d'hébergement d'urgence. Les PLUS/PLAI dits familiaux ou ordinaires représentent 1 179 logements.

Le nombre de PLS dans le bilan prévisionnel 2022, important, s'élève à 526 logements, soit :

- 210 PLS familiaux dont 172 dédiés à des publics jeunes ou seniors hors structures collectives et 38 logements sociaux ordinaires ;
- 316 PLS dits « *spécifiques* » correspondant principalement à la création d'une résidence sociale étudiante située à Montpellier sous maîtrise d'ouvrage du CROUS.

La dotation nécessaire au financement de ces opérations est ramenée à 5 135 780 €, contre 6 456 440 € réservés initialement.

En complément, l'Etat met à la disposition de la Métropole 112 agréments pour des logements en Prêt Social de Location-Accession (PSLA) qui contribuent à l'objectif de production de logements en accession abordable fixé par le PLH (20 % de l'offre globale de logement attendu dans les communes du cœur de Métropole desservies par le réseau armature de transport en commun).

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention de délégation d'attribution des aides à la pierre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'État ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 12 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-210494A-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 12/12/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- 3M Projet Avenant fin de gestion 2022 25.11.22 modif 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.